

> LE RÉCAP' DE LA SEMAINE

> A l'exception notable des indices français et en dépit d'une pression persistante sur les taux, **les marchés d'actions ont terminé la semaine passée en légère progression**, profitant notamment d'un reflux des cours du pétrole et de l'esquisse d'une solution pour débloquer le détroit d'Ormuz.

> En parallèle, trois faits majeurs ont marqué l'actualité financière de ces derniers jours. Mercredi, **Nvidia (+1,3%) a publié des résultats nettement supérieurs aux attentes au titre du 2^{ème} trimestre**. Le spécialiste des puces graphiques a également rassuré les investisseurs sur la vigueur de la demande liée à l'IA, en anticipant une croissance de ses revenus de 70% l'an prochain contre 45% attendus, uniquement limitée par ses capacités d'approvisionnement. Ces éléments viennent contredire le narratif selon lequel le cycle d'investissement dans l'IA aurait déjà atteint son apogée. Malgré cela, **les investisseurs tendent à alléger une partie de leurs positions sur des semi-conducteurs désormais chèrement valorisés au profit des éditeurs de logiciels, sans doute trop délaissés au regard de la bonne tenue de leurs publications financières**, comme dernièrement celles de **Salesforce (+22%)** ou **CrowdStrike (+14%)**.

> Ensuite, alors que les marchés obligataires américains restent sous la pression de besoins de financement élevés et d'une inflation persistante (indice des prix PCE : +0,2% en juillet, +3,7% sur un an), **la tonalité du discours de K. Warsh lors du symposium de Jackson Hole a dissipé les doutes sur la disposition de la Fed à resserrer davantage sa politique si nécessaire**. En réaction, les taux courts ont nettement progressé (+12bp pour le 2 ans US) et les marchés à terme parient désormais sur deux hausses de 25bp des taux directeurs d'ici décembre, contre une seule auparavant. Le dollar en a profité pour se raffermir face à l'euro (+0,8 %, à 1,158).

> Enfin, l'actualité politique française a continué d'inciter les investisseurs à la prudence (*cf. Focus*). **Après les emprunts d'Etats, les marchés d'actions ont à leur tour subi des dégagements, qui ont profité à leurs homologues allemands** (CAC 40 à -1%, DAX 30 à +2%). Les prises de bénéfices ont été plus particulièrement marquées sur les secteurs affichant un biais domestique (banques, sociétés d'autoroutes, etc.). À noter toutefois que **Fitch a confirmé vendredi la note souveraine A+ de la France**, tout en indiquant ne pas anticiper d'amélioration des finances publiques dans le contexte social et politique actuel.

> Pour la semaine à venir, l'attention se portera aux États-Unis sur les indicateurs d'activité ISM et le rapport sur l'emploi. En zone euro, ce sont les chiffres d'inflation qui seront au premier plan, alors que la BCE devrait relever ses taux le 10 septembre.

|| LES PERFORMANCES

*Indices libellés en devises locales sauf mention contraire.
Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.*

ACTIONS (points)	28/08/2026	Evolution depuis	
		1 semaine	début d'année
CAC 40	8 401	-1,0%	3,1%
EURO STOXX 50	6 486	0,4%	11,9%
S&P 500	7 712	0,5%	12,7%
NASDAQ COMP.	26 402	0,8%	13,6%
FOOTSIE 100	10 824	0,1%	9,0%
NIKKEI 225	66 406	0,6%	31,9%
MSCI EM (\$)	953	0,0%	24,3%
MSCI WORLD (€)	710	0,8%	14,7%

TAUX (%) & VARIATION (points de base)

ESTER	2,19	0	27
EURIBOR 3M	2,57	5	55
OAT 10ANS	4,13	0	57
BUND 10ANS	3,27	2	41
T-NOTE 10ANS	4,72	-2	56

DEVISES & MATIERES PREMIERES (\$)

EUR / USD	1,16	-0,8%	-1,4%
OR	4 530	-3,2%	5,0%
BRENT	88,1	-6,7%	44,6%

Source : Bloomberg, données au 28/08/2026. Indices actions hors dividendes.

> LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

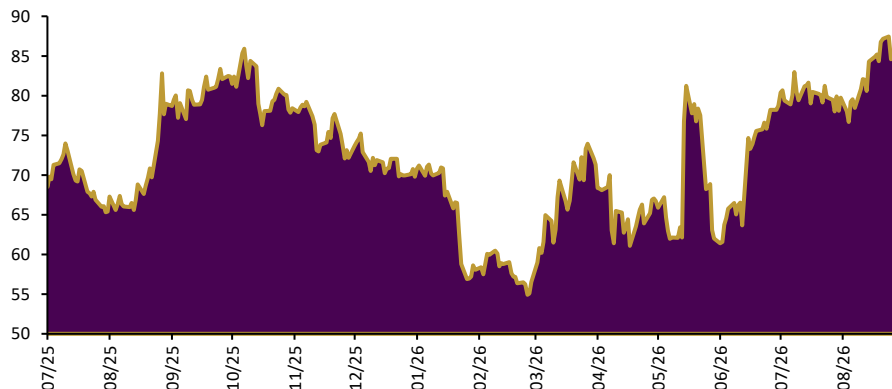
440 L'exposition des ménages
milliards € européens aux actions des
MAG 7 au travers de fonds

Dans [un récent post de blog](#), cinq économistes de la BCE s'essaient à envisager les conséquences pour la zone euro d'une future correction des valeurs liées à l'IA aux Etats-Unis, qu'ils estiment probables sans toutefois remettre en cause les valorisations actuelles. **La transmission à l'économie européenne se ferait avant tout via la détention de ces titres par les résidents**, qui s'opère principalement sous forme de fonds détenus par les ménages. Or, ces derniers n'ont pas forcément conscience des risques de concentration embarqués.

LE FOCUS : LE RISQUE POLITIQUE FRANÇAIS FAIT SON RETOUR EN FORCE

Comme l'an dernier à la même période, la pression s'intensifie sur la dette française

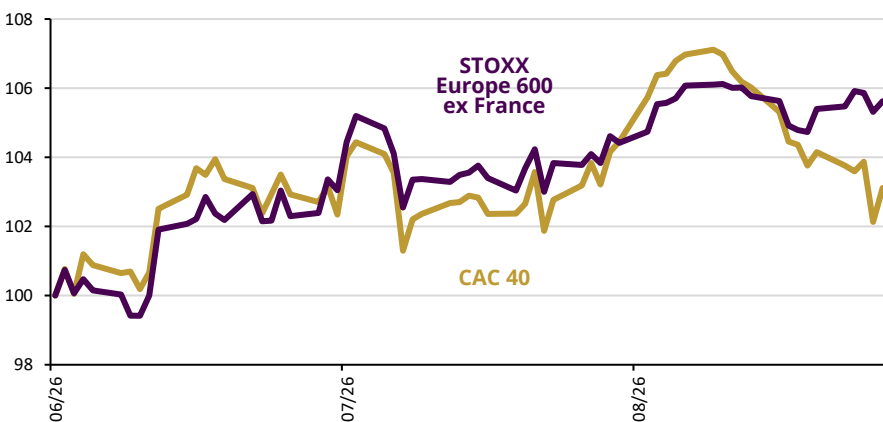
Ecart de rendement entre les emprunts d'Etat français et allemand d'échéance 10 ans (spread OAT/Bund) du 30/06/2025 au 28/08/2026



Source : Investing.com, données au 28 août 2026

Les effets ont mis plus de temps à se matérialiser sur les marchés d'actions

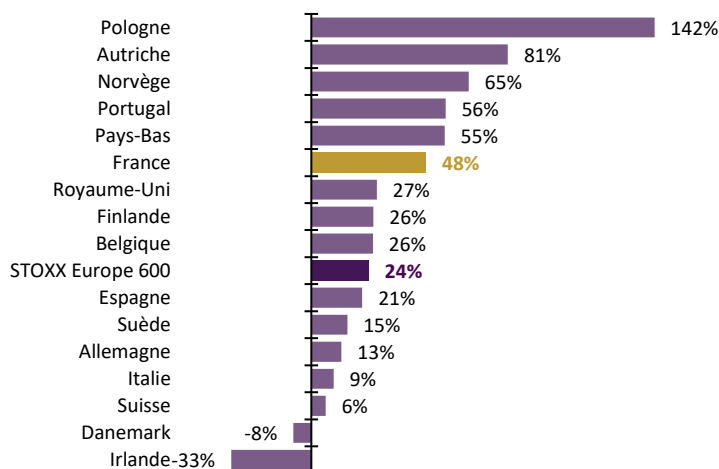
Performances des indices actions CAC 40 et STOXX Europe 600 ex France. Base 100 au 01/06/2026. Données arrêtées au 28/08/2026



Source : STOXX.com, Investing.com, données au 28 août 2026

Les résultats du 2^{ème} trimestre sont plutôt favorables pour les sociétés françaises

Croissance estimée des bénéfices par actions du 2^{ème} trimestre 2026 des sociétés du Stoxx Europe 600, en glissement annuel, par pays.



Source : LSEG I/B/E/S, données au 27 août 2026

Comme au cours des deux précédents exercices, l'adoption du budget de l'Etat français et de la Sécurité Sociale va faire l'objet de débats au sein d'une Assemblée nationale sans majorité. **Les résultats semblent d'autant plus incertains cette fois-ci que le processus, initié début octobre par la présentation au Parlement des PLF et PLFSS du gouvernement, précède une échéance électorale majeure.** Les socialistes pourraient ainsi être moins enclins à réitérer les négociations de l'an dernier.

L'objectif d'un maintien du déficit public inférieur à celui de 2025 (5,1% du PIB) pourrait s'en retrouver menacé. **En cas d'absence de consensus, l'application de la loi spéciale provoquerait une détérioration du déficit d'au moins 0,5% a déjà prévenu l'Inspection générale des finances publics.**

Sur les marchés obligataires, depuis que la BCE a mis fin à ses programmes de rachats d'actifs en 2022, l'incertitude politique pèse de plus en plus sur leur évolution. Ainsi, face aux difficultés à venir, la prime de risque sur l'emprunt d'Etat français tend à augmenter depuis début juin avec un **spread OAT/Bund qui tourne désormais autour de 85 points de base.**

La défiance envers la France se matérialise depuis plus récemment sur les marchés d'actions, alors que le gouvernement semble notamment prêt à reconduire la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. **Avant cela, la saison des publications de résultats au titre du 2^{ème} trimestre leur avait été plutôt favorable.**

Ce matériel a été fourni à des fins d'information uniquement.

Tout investissement comporte des risques, y compris le risque de perte en capital. Ceci ne constitue pas un conseil d'investissement.

AVERTISSEMENTS & MENTIONS LÉGALES

Le présent document est réservé à un usage strictement personnel de son destinataire. Il ne peut être utilisé dans un but autre que celui pour lequel il a été conçu et ne peut pas être reproduit, diffusé ou communiqué à des tiers en tout ou partie sans l'autorisation préalable et écrite de VEGA Investment Solutions. Aucune information contenue dans ce document ne saurait être interprétée comme possédant une quelconque valeur contractuelle. Ce document est produit à titre purement indicatif. Il constitue une présentation conçue et réalisée par VEGA Investment Solutions à partir de sources qu'elle estime fiables. VEGA Investment solutions se réserve la possibilité de modifier les informations présentées dans ce document à tout moment et sans préavis. VEGA Investment Solutions ne saurait être tenue responsable de toute décision prise ou non sur la base d'une information contenue dans ce document, ni de l'utilisation qui pourrait en être faite par un tiers. Les analyses et les opinions mentionnées dans le présent document représentent le point de vue de l'auteur référencé. Elles sont émises à la date indiquée, sont susceptibles de changer et ne sauraient être interprétées comme possédant une quelconque valeur contractuelle. La remise du présent document et/ou une référence à des valeurs mobilières, des secteurs ou des marchés spécifiques dans le présent document ne constitue en aucun cas un conseil en investissement, une recommandation ou une sollicitation d'achat ou de vente de valeurs mobilières, ou une offre de services. Les investisseurs doivent examiner attentivement les objectifs d'investissements, les risques et les frais relatifs à tout investissement avant d'investir. Il convient de respecter la durée minimale de placement recommandée. Les chiffres des performances citées ont trait aux années écoulées. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Il est rappelé que tout investissement sur les marchés financiers peut être soumis à des fluctuations de cours à la hausse comme à la baisse pouvant se traduire par une perte plus ou moins importante du capital investi sur des durées plus ou moins longues. Tout investissement peut être une source de risque financier et doit être apprécié attentivement au regard de la situation financière, juridique et fiscale ainsi qu'aux objectifs en matière de placement ou de financement de chaque investisseur. Avant tout investissement éventuel, il convient de lire attentivement l'ensemble des documents réglementaires tenus à disposition de l'investisseur. La responsabilité de VEGA Investment Solutions ne saurait être engagée en cas de pertes, notamment financières, résultant d'une quelconque décision prise sur le fondement des informations figurant dans ce document. L'attention des investisseurs est attirée sur les liens capitalistiques existant entre le Groupe BPCE et les entités composant le Groupe BPCE mentionnées ci-dessous qui pourraient faire émerger de potentiels conflits d'intérêts. Conformément à la réglementation, ces entités prennent toutes les mesures appropriées pour détecter et traiter les situations de conflits d'intérêts. Pour chacune de ces entités, une politique interne de prévention et de gestion des conflits d'intérêts veille au respect de la primauté des intérêts des clients.

Document non contractuel. Photos et visuels libres de droits - Getty Images / Galeanu Mihai.

VEGA Investment Solutions - Société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le n° GP-04000045 en date du 30 juillet 2004. Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de 2 869 638,25 €, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° 353 690 514, titulaire de l'identifiant unique REP papiers n° FR417367_01UEPO délivré par l'ADEME, dont le siège social est sis 43, avenue Pierre Mendès France 75013 Paris.



*Ce matériel a été fourni à des fins d'information uniquement.
Tout investissement comporte des risques, y compris le risque de perte en capital. Ceci ne constitue pas un conseil d'investissement.*